

des approvisionnements canadiens. Je tiens à signaler que cela indique clairement ce qui peut être accompli lorsque des gouvernements amis sont disposés à collaborer les uns avec les autres en vue de résoudre un problème qui se pose pour l'un d'eux. Les échanges commerciaux entre particuliers, je tiens à le dire, n'auraient pas pu aboutir à une telle entente. Ce n'est que parce que, ces dernières années, nos échanges commerciaux se font entre gouvernements que nous avons pu conclure une telle entente. Je suis convaincu que c'est là le modèle, que nous l'approuvions ou non, des relations futures entre plusieurs des grands pays. En passant, j'espère qu'on conclura d'ici l'an prochain un accord international sur le blé et que le prix sera satisfaisant pour le producteur canadien. J'espère que ce prix sera conforme au prix auquel il devrait s'attendre, étant donné la hausse des frais de production qui s'est fait sentir ces dernières années. On devrait tout tenter en vue d'en arriver à une entente satisfaisante pour tous les intéressés. Je n'ignore pas les difficultés qui ont surgi par suite de la situation monétaire dans le monde.

Dans l'intervalle entre les deux guerres, soit de 1920 à 1939, l'Angleterre suivait de bien près les États-Unis pour ce qui est des achats au Canada. Cependant, si l'on considère l'échange des devises, pendant plusieurs de ces années nous avons vendu mettons pour \$2 de marchandises à l'Angleterre et souvent acheté moins de \$1 d'elle. L'Angleterre pouvait s'accommoder alors d'un tel état de choses car elle avait d'importants montants à l'étranger sous forme de placements et elle pouvait obtenir les dollars requis. La guerre a tout changé cela. L'Angleterre a dû vendre les valeurs qu'elle détenait à l'étranger afin de pouvoir acheter les denrées nécessaires à son effort de guerre, de sorte que, de l'une des plus grandes nations créancières du monde, elle est devenue l'une des nations qui doivent le plus. Voilà le fait qui explique en grande partie les changements qui sont survenus.

Entre 1920 et 1939, 35·8 p. 100 de nos exportations allaient au Royaume-Uni et 38 p. 100, aux États-Unis. Nos exportations vers ces deux pays étaient presque identiques. D'autre part, pendant le premier semestre de 1951,—que le ministre rectifie mes avancés si je me trompe,—nous n'avons exporté en tout au Royaume-Uni que 14·4 p. 100 de notre production alors que 63·3 p. 100 sont allés aux États-Unis. Si ces chiffres sont exacts,—et je n'ai pas à ma disposition un personnel de chercheurs,—ils montrent bien que le représentant de Brant-Wentworth et moi-même avons raison de signaler le grand danger qu'il y a à mettre tous ses œufs

dans le même panier. Il ne faut pas oublier que la part la plus importante de nos exportations aux États-Unis prend la forme de matériaux bruts destinés à l'industrie de ce pays. L'an dernier, nous avons aussi exporté, évidemment, une assez forte quantité de viande mais la plupart de nos exportations étaient des matières premières destinées à des fins industrielles tandis que par le passé nous avions l'habitude de vendre à la Grande-Bretagne, quelques matières premières sans doute, mais surtout des denrées alimentaires et des produits de la ferme. C'est de cette considération qu'il nous faut tenir compte en ce moment. Il nous faut nous rendre compte que tant dans la nature de nos échanges commerciaux que dans les types de denrées échangées avec ces pays, s'affirme une transformation plutôt dangereuse.

Je pourrais ajouter qu'il est intéressant de noter que cinq pays seulement, exception faite de la Grande-Bretagne et des États-Unis, ont absorbé plus de 1 p. 100 de nos exportations. Ce fait indique, lui aussi, que la zone d'exportation des produits canadiens est limitée. Et c'est le cas, non seulement pour nos exportations, mais aussi pour nos importations.

De 1920 à 1939, 64·7 p. 100 de nos importations globales venaient des États-Unis et 17·5 p. 100 de la Grande-Bretagne. Ces chiffres confirment ce que je disais il y a un instant, savoir que nous achetons beaucoup plus des États-Unis que de la Grande-Bretagne, mais que nous vendons relativement plus à la Grande-Bretagne qu'aux États-Unis. Durant le premier semestre de 1951, 70 p. 100 de nos importations nous sont venues des États-Unis et, si les chiffres que j'ai ici sont exacts, 10·7 p. 100 seulement de la Grande-Bretagne. Je le répète, trois pays seulement, en plus des États-Unis et de la Grande-Bretagne, nous fournissent 1 p. 100 ou plus de nos importations globales.

Il est donc vrai que notre commerce a toujours été fortement concentré entre quelques pays, en réalité surtout entre deux pays. Entre les deux guerres mondiales, le Royaume-Uni et les États-Unis absorbaient à eux deux 77 p. 100 du commerce total du Canada. Dans la période d'après-guerre, les États-Unis et le Royaume-Uni ont absorbé à peu près la même proportion de notre commerce, laquelle a varié de 72·6 p. 100 en 1946 à 79·6 p. 100 pour le premier semestre de 1951. Je tiens à dire au ministre que le changement survenu dans la situation de notre commerce et les types de denrées échangées avec ces deux pays a quelque chose d'alarmant, comme en témoignent les chiffres que j'ai cités il y a un instant, si, comme je le crois, ils sont exacts.